

4 février 2010

Joli coup aux Caraïbes ! (Rebellion)

David BARRIOS, Ana ESTHER CECENA, Humberto MIRANDA, Rodrigo YEDRA

Ay ! Haïti la negra, llorando está

Pablo Milanés



12 janvier 2010 : de nombreuses incertitudes et beaucoup de confirmations. Port-au-Prince, ce qui se fait de plus proche d'un centre urbain moderne dans le pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental, a été touchée par un séisme de 7 degrés d'intensité qui a rendu SDF le peuple, le Président et même Dieu en abattant le palais présidentiel et la cathédrale.

Ce morceau de terre, petit bout de l'ancienne île Hispaniola, pionnier du soulèvement indépendantistes, se débat toujours aujourd'hui entre une catastrophe économique qui l'a plongé dans la misère sans même l'autosuffisance alimentaire (1), une catastrophe naturelle comparable à une bombe atomique bien que sans les effets radioactifs et pour finir une nouvelle occupation qui renforce sa condition de colonie.

La réponse solidaire immédiate de la communauté internationale fournissant nourriture, médicaments et couvertures s'est ajoutée à la présence des médecins cubains qui travaillent depuis 11 ans pour aider le peuple haïtien et qui dans cette urgence ont joué un rôle central pour aider les victimes. Cependant, les conditions difficiles du pays n'ont pas facilité la distribution rapide de l'aide humanitaire et les moyens de communication, CNN en tête, ont fait passer pour un lieu commun l'idée d'une situation de chaos, d'instabilité totale dans un pays ingouvernable ce qui justifie la présence militaire non seulement des forces de l'ONU (MINUSTAH) (2) sur le terrain depuis 2004, mais aussi l'envoi de nouveaux contingents de « troupes d'assaut » !

Au départ, l'autorisation avait été donnée à la MINUSTAH pour un maximum de 6700 effectifs militaires en Haïti. Ce chiffre devint bientôt plus important pour atteindre fin novembre 2009 les 9.065 effectifs en uniforme dont 7.031 soldats (3) et 2.034 policiers (4) appuyés par 488 fonctionnaires internationaux, 1.212 fonctionnaires locaux et 214 volontaires de l'ONU. Cette mission qui coûtait annuellement environ 600 millions de dollars a été dénoncée par l'ONG anglaise *Save the children* (campagne *No one to turn on to* en 2008) pour les nombreuses maltraitances d'enfants induites (viols et agressions sexuelles, incitation à la prostitution), dénoncée également par d'autres ONG de défense des droits de l'homme et des missions d'observation de la société civile pour les nombreux « dérapages » commis en toute impunité au nom du rétablissement de la paix.

Soi-disant force de paix composée par des militaires de nombreux pays dont plusieurs latino-américains, la MINUSTAH a été rejetée dès le début par la population d'un pays qui voyait son autodétermination, sa souveraineté et l'exercice de sa démocratie gravement compromis par sa présence et par la répression exercée au moindre *souçon*. (5)

Aujourd'hui, par un audacieux coup de poker, le Commandement militaire des Etats-Unis, au travers du *Comando Sur* (South Command), s'érige en autorité suprême d'Haïti et contrôle tout mouvement aérien, maritime ou terrestre. La MINUSTAH et tous ses effectifs se retrouvent de fait sous les ordres des armées du *Comando Sur* pour faire face au désastre naturel.

Pratiquement aucune objection face à ces coups du pouvoir hégémonique sur l'échiquier mondial qui en quelques heures ont transformé la géopolitique continentale. La communauté internationale semble avoir pris en charge Haïti comme s'il s'agissait d'un désert sans aucune capacité d'organisation depuis 2004 et encore moins aujourd'hui après le tremblement de terre. La communauté internationale semble accepter l'idée que les valeurs et les actions des forces armées US sont universelles et que les troupes sont nécessaires pour amadouer ce peuple indompté.

En écartant l'hypothèse du séisme provoqué par les Etats-Unis eux-mêmes (6), nous ne pouvons que constater que très peu d'heures après le désastre, les troupes de la tristement célèbre 82ème division aéroportée de l'armée US, responsable des invasions de la République Dominicaine (1985), Grenade (1983) et Panama (1989) étaient sur place et qu'au 26 janvier, plus de 12 500 effectifs se trouvent à Haïti sur terre comme sur mer. (7) Personne ne peut dire quelle fonction humanitaire peut bien remplir une brigade nettement offensive équipée d'armes sophistiquées incluant des missiles, capable de neutraliser voire d'écraser toute force et de contrôler rapidement des territoires. C'est-à-dire une force d'assaut et de réponse rapide. Il suffit de rappeler qu'à Grenade et Panama on les qualifiait de forces d'invasion et à présent de forces humanitaires.

Etant données les circonstances, on pourrait parler d'une « invasion propre », sans nécessité de forces aériennes ni artillerie ni bombardements préalables : la nature s'est chargée du sale boulot, aucune perte n'est à déplorer pour l'envahisseur.

On ne peut rêver meilleur théâtre d'opérations.

Les Etats-Unis ont déployé efficacement toute une structure de guerre et se sont bien plus occupés à contrôler qu'à aider. Ils ont pris en charge les communications qui contrôlent non seulement l'aéroport mais aussi tous les mouvements en mer au point que le vice-président bolivien Alvaro Garcia Linera soutient que les USA « *profitent d'une terrible catastrophe naturelle survenue chez un peuple frère pour s'assurer une présence militaire permanente dans une stratégie de militarisation et de contrôle du continent* ». (8) Pour sa part, le président Evo Morales demande une réunion des Nations Unies pour arrêter l'escalade. Mais l'ONU n'est pas en mesure de mettre en cause les mesures interventionnistes des Etats-Unis et les faucons du Pentagone ne sont pas disposés à lâcher leur proie. **L'empire a pris très au sérieux les pertes stratégiques subies ces dernières années par des processus révolutionnaires en Amérique Latine.**

En plus du navire hôpital *USNS Comfort*, qui avec près de mille membres de personnel médical à bord curieusement ne soigne qu'environ une centaine de patients par jour, on trouve également près des côtes d'Haïti qui du fait de leur proximité (74 km) sont aussi celles de Cuba, un porte avion nucléaire (*USS Carl Vinson*), deux navires d'assaut amphibies (*USS Bataan* et *USS Nassau*). Tous ces bateaux sont en réalité des bases militaires mobiles qui complètent le dispositif terrestre et donnent plus de souplesse et de flexibilité aux réseaux de contrôle militaire.

Selon des informations officielles, deux nouvelles forces opérationnelles ont été opportunément créées :

► Le *Comando Sur* (South Command) des USA a créé la Force opérationnelle conjointe pour Haïti (JTF-H) pour observer les efforts d'aide des militaires US à Haïti et nommé le Lieutenant-général Ken Keen (9) à sa tête. Plus de 20 000 militaires US, 23 navires et plus de 120 avions appuient donc les opérations d'aide et d'assistance aux plus de trois millions d'Haïtiens victimes du tremblement de terre du 12 janvier. (10)

► La seconde force opérationnelle, la 48, (la 48ème) n'est basée ni plus ni moins qu'à Cuba, sur la base de Guantanamo, et pour l'instant organise la coordination « *des effectifs aériens et terrestres pour délivrer en temps opportun l'aide humanitaire en Haïti* » selon Patricia Wolfe, commandant de cette force qui rappelle que :

L'approvisionnement opportun de l'aide n'est rendu possible que par la proximité de la Base navale de Guantanamo (GTMO) avec la région touchée. Guantanamo est à l'évidence une position clé pour répondre aux demandes stratégiques dans cette région. (<http://www.navy.mil/search/display...>)

De telle sorte que s'il ne s'agit pas d'une offensive de guerre contre Haïti, c'en est peut-être une contre ses voisins. Les nouvelles positions occupées non seulement encerclent les Caraïbes mais coupent aussi le passage entre Cuba et le Venezuela et par des triangulations avec les bases de la zone, créent les conditions pour pouvoir isoler chacune des îles des Caraïbes.

Soudainement, Cuba se retrouve encerclée de tous côtés.

Avec les deux nouvelles forces opérationnelles créées suite au désastre, l'une basée à Haïti et l'autre à Guantanamo, on peut penser que nous assistons au début d'une réorganisation complète de la stratégie militaire de la région ou, pour le moins, d'une réorganisation opérationnelle aux visées plus ambitieuses que par le passé et préparant les conditions d'une intervention immédiate pour n'importe quelle situation et en tout lieu de la région qui le requerrait selon les critères US.

Si l'on considère les anciennes et les nouvelles bases en Colombie, les bases potentielles au Panama, la base de Palmerola (Honduras), Guantanamo, Aruba et Curaçao, les Etats-Unis ont désormais le contrôle total de tous les mouvements dans la région caraïbe et même Amazonie -caraïbes. Le Mexique est enfermé sur son golfe et soumis par l'Initiative Merida, et en coordination avec la Colombie forme partie du couloir de contention que les Etats-Unis ont déployé peu à peu pour freiner les processus de transformation du continent.

Joli coup ! Haïti se retrouve occupé, Cuba encerclée, la IVème flotte en croisière dans toutes les Caraïbes et le Venezuela pressionné.

Mais il n'y a pas de guerre dans les Caraïbes. Les Caraïbes sont une zone de paix... et de catastrophes.

Ana Esther Ceceña,
Humberto Miranda,
David Barrios,
Rodrigo Yedra

Original paru dans :
<http://www.rebellion.org/noticia.php?id=99818>

Traduction non officielle par alfare. Révisée et complétée par le Grand Soir

NOTAS

[1] Jusqu'aux années 70, Haïti était autosuffisant en riz, base de l'alimentation. Après la mise en œuvre de politique libérales, Haïti doit désormais importer plus de 80% de son riz. D'une manière général, le pays produisait 90% de ses aliments et doit désormais en importer 55% (Rodríguez, José Luis, citado en Sánchez, José Tomás, ¿Qué hacemos en Haïti ?, <http://www.ea.com.py>).

[2] Mission de Stabilisation des Nations Unies à Haïti.

[3] Les pays qui fournissent du personnel militaire sont, avec le Brésil à leur tête, sont : Argentine, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Equateur, Etats-Unis, Philippines, France, Guatemala, Jordanie, Népal, Paraguay, Pérou, République de Corée, Sri Lanka et Uruguay.

[4] Les pays qui fournissent du personnel policier sont : Argentine, Benin, Bangladesh, Brésil, Burkina Faso, Cameroun, Canada, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Côte d'Ivoire, Croatie, Egypte, Le Salvador, Espagne, Etats-Unis, Fédération de Russie, Philippines, France, Guinée, Jordanie, Inde, Jamaïque, Madagascar, Mali, Népal, Niger, Nigeria, Pakistan, République Centrafricaine, Ruanda, Roumanie, Sénégal, Serbie, Sri Lanka, Suisse, Togo, Turquie, Uruguay et Yémen.

[5] Le soupçon est devenu la justification des actions punitives des forces de l'ordre, niant ainsi les attributions de l'appareil de justice. Dans le cas de missions humanitaires ou de paix, il aurait fallu rétablir et/ou garantir les conditions pour un fonctionnement normal des institutions démocratiques au lieu de garantir une telle impunité aux troupes qui sont autorisées de tirer sur toute personne qui paraîtrait à leurs yeux "suspect".

[6] La même chose s'est produite lors des attaques contre les Tours Jumelles. Quelques enquêteurs et journalistes ont affirmé qu'il s'agissait d'un auto-attentat pour justifier des changements radicaux de politique militaire qui ont suivi. Dans le cas présent, on a vu circuler des théories sur le projet HAARP basé en Alaska et qui aurait la capacité de provoquer des changements climatiques et d'autres catastrophes comme le séisme à Haïti.

[7] <http://www.abn.info.ve/noticia.php?...>

[8] “Bolivia teme que Haïti se convierta en otra base militar estadounidense”. En DiarioCoLatino.com, San Salvador, enero 28, 2010.

<http://www.diariocolatino.com/es/20...>

[9] Ken Keen est le *Military Deputy Commander* (Commandant militaire adjoint) de *South Command* et il a une grande expérience dans la région ; Il aussi commandé les *Rangers* lors de l'Opération *Tempête du Désert* et il a été membre du Commandement Conjoint de l'EUCOM en 2007-2009. Nous avons affaire ici à un militaire qui a une très grande expérience des zones de guerre et de conflits et qui a récemment travaillé dans des zones à haut risque stratégique. En Amérique latine, il a été Officier des Forces Spéciales au Panama (1977-1980) ; Officier du Groupe de Formation Militaire au Honduras (1980) ; Commandant du Groupe Militaire des Etats-Unis en Colombie (2001-2003) ; Commandant de l'armée du Sud des Etats-Unis (2005-2007) ; élève chez le Commando Brésilien et au *Brazilian Command and General Staff College* (1987-1988) (<http://www.southcom.mil/AppsSC/page...>). Il ne faut pas sous-estimer cette dernière information et ses implications surtout si on prend en compte le rôle des forces armées brésiliennes à la direction de la MINUSTAH.

[10] <http://www.southcom.mil/AppsSC/factFiles.php?id=138> site consulté le 29 janvier 2009

URL de cet article

<http://www.legrandsoir.info/Joli-coup-aux-Caraibes-Rebellion.html>